

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3292>

"L'Union européenne est capable du meilleur comme du pire"

- Tribune -

Date de mise en ligne : lundi 12 décembre 2011

Description :

Nous donnons ici la parole à Marie Christine Vergiat, députée européenne (GUE) et militante fidèle de l'ESS.

Rencontres Sociales

Nous donnons ici la parole à Marie Christine Vergiat, députée européenne (GUE) et militante fidèle de l'ESS.

"En ce moment, le moins que l'on puisse dire, c'est que nous n'en voyons guère que le plus mauvais côté. Cela a un bon côté, on n'a jamais autant parlé d'Europe. Encore faudrait-il se rappeler que l'Union européenne ne représente que 27 des 48 pays du continent européen.

"On multiplie les instruments de contrôle économique et financier. Ils ont pour nom : semestre européen, « 6 Pack », gouvernance économique. Ils n'ont qu'un objectif : réduire les marges de manoeuvres politiques pour mieux poursuivre des politiques ultralibérales aux conséquences de plus en plus néfastes. Les Etats délèguent leurs pouvoirs à la Commission sur ce que j'appellerai les questions qui fâchent mais bloquent à l'inverse toutes les mesures pouvant avoir un impact positif tels que l'allongement du congé maternité, le droit d'asile européen sans parler des surenchères verbales en matière migratoire (Francine Blanche aura l'occasion d'y revenir je pense).

En matière économique, on assiste à une véritable fuite en avant. Aussitôt adoptées, les mesures prises sont déjà dépassées. Tel est le cas du fameux « 6 Pack ». Le Paquet (selon la terminologie bruxelloise) de 6 textes législatifs (5 règlements et une directive) qui avalise la fameuse gouvernance économique par lesquels les Etats renoncent à leurs choix en matière de politiques budgétaires puisque ceux-ci seront soumis en amont aux experts de la Commission chargés de faire des recommandations avant le vote des Parlements nationaux. Pire, s'il venait à l'idée d'un Parlement national de résister, des procédures de sanctions seraient enclenchées de façon quasi-automatique et plus les Etats seraient en difficulté, plus les sanctions seraient lourdes. Tout comme plus ils sont endettés, plus on les laisse payer des intérêts élevés. Les socialistes et les Verts n'ont pas voté les pires de ces textes mais ils ont voté les textes dits préventifs qui enclenchent ces mécanismes se satisfaisant de l'introduction d'indicateurs macro-économiques mais tous orientés dans le même sens, c'est-à-dire sans aucune prise en compte des conséquences sociales, ni même environnementales.

- ▶ Et pourtant les chiffres en ce domaine sont parlants puisque selon les termes même d'un texte que nous avons adopté cette semaine 160 millions de personnes sont désormais menacées par la pauvreté dans l'Union européenne et, parmi eux, un nombre croissant d'enfants et de personnes âgées. On pourrait aussi bien sûr parler des chiffres de l'emploi mais Pierre Laurent en a largement parlé toute à l'heure.

Au Parlement européen, nous assistons à des débats surréalistes à chaque session plénière à Strasbourg. Désormais, les mots à la mode sont intégration et fédéralisme. Il faut toujours aller plus loin. Mais personne ne semble se demander pourquoi faire, pour mettre en oeuvre quelles politiques ? Les socialistes sont suspendus au miracle des euro-obligations et Daniel Cohn Bendit s'interroge sur le contrôle de la BCE (on se demande pourquoi il a voté le traité de Lisbonne). Les Verts veulent mettre en place une instance de régulation européenne des marchés financiers alors que ce contrôle devrait justement revenir à la BCE, elle-même contrôlée par les instances politiques et surtout démocratiques de l'UE.

On a quand même cette semaine voté une interdiction des CDS, ces contrats d'assurance sur les emprunts, séparés desdits emprunts et qui ont été un des principaux outils de la spéculation. Il reste à savoir si le Conseil suivra le Parlement européen. Ce n'est qu'un petit plus, comme dirait notre ami Francis Wurtz, mais prenons-le.

En fait, l'attitude des gouvernements ne fait qu'aggraver l'affolement des marchés.

Les plans d'austérité se succèdent. Les peuples doivent payer chaque jour un peu plus lourdement les

"L'Union européenne est capable du meilleur comme du pire"

conséquences de cette crise qui n'est pas la leur et qui est avant tout due à l'incurie de ceux qui les gouvernent et qui ont accepté de supprimer toute régulation face aux marchés. Et cela dure maintenant depuis plus de 30 ans...

Quelques exemples dont certains remontent loin dans le temps. L'interdiction faite aux banques centrales de battre monnaie, la mise en cause de la séparation entre banques de dépôt et banques d'investissements, l'indépendance des banques centrales et notamment de la Banque centrale européenne, l'obligation pour les Etats d'emprunter sur les marchés (pire : la Banque centrale prête aux banques à des taux dérisoires et les Etats sont obligés d'emprunter sur le marché à des taux d'autant plus élevés qu'ils sont en difficulté) et bien sûr la règle d'or et la limitation tant de la dette publique que des déficits publics. Sans parler de l'obsession de réduire les charges sur les entreprises quelles qu'elles soient.

Et si crise il y a aujourd'hui, crise de la dette publique comme ils disent, c'est non pas une crise des dépenses mais une crise des recettes. Si on en est là ce n'est pas parce que les dépenses ont augmenté mais parce que les recettes fiscales ont diminué et ce, toujours au profit et au détriment des mêmes.

Rappelons-nous aussi de 2008 qui aurait dû servir à un sursaut. Malgré quelques promesses vite oubliées (rappelez-vous Nicolas Sarkozy voulant réformer le capitalisme), ils ont volé au secours des banques, victimes de leur spéculation sur les dettes privées, et leur ont distribué des milliards sans contrepartie. Et les banques sont parties spéculer sur les dettes publiques. Lesquelles dettes publiques s'envolent ce qui contraint les Etats à emprunter à des taux de plus en plus élevés pour le plus grand bonheur des marchés. C'est une spirale infernale qui s'enclenche, le triste exemple de la Grèce est là pour le montrer.

Cela vaut la peine d'y revenir. Passons sur la façon dont les Grecs ont été jetés au pilori comme si nul n'était au courant de la réalité de la dette grecque et du rôle scandaleux de Golden Sachs dans cette situation puisque la fameuse banque a été à la fois le conseiller le fossoyeur de la Grèce. On ne peut donc qu'être inquiets de voir l'un de ses responsables arrivés aux commandes de la Grèce.

Mais qu'en est-il de la dette grecque. Pourquoi ne parle-t-on jamais du budget militaire de la Grèce, le plus important de l'Union européenne. D'abord parce que le problème chypriote n'est toujours pas réglé contrairement à ce qui avait été promis à nos amis chypriotes quand ils sont rentrés dans l'UE.

Pourquoi n'a-t-on rien dit de la proposition de désarmement bilatérale d'Erdogan, le 1er ministre turc.

N'est-ce pas tout simplement parce que les principaux fournisseurs d'armes de la Grèce sont la France et l'Allemagne.

Pourquoi l'Union européenne a-t-elle refusé de prendre en compte dans les plans grecs les mesures de lutte contre la fraude fiscale alors que c'est l'un des principaux problèmes de la Grèce et que cela ne concerne pas que les armateurs.

Alors de plan en plan, la dette de la Grèce continue de dégrader et les taux d'intérêt suivent ce qui fait à nouveau augmenter la dette. On impose des plans d'austérité qui tapent sur les salariés et les retraités qui sont quasiment les seuls à payer des impôts en Grèce et les rentrées fiscales diminuent ce qui aggrave les déficits publics, etc..., etc....

L'Espagne, le Portugal et maintenant l'Italie sont dans la même spirale infernale sans doute bientôt rejointes par la France.

"L'Union européenne est capable du meilleur comme du pire"

Les gouvernements tombent et l'on ne voit plus guère de différences entre la gauche et la droite. Au Danemark et en Grèce, ce sont ceux de droite qui sont tombés alors qu'au Portugal et en Espagne, ce sont ceux de gauche. L'extrême droite entre de plus en plus dans les majorités y compris dans des gouvernements d'union nationale (c'est le cas de la Hollande et aussi de la Grèce).

Pourtant les peuples résistent mais ceux qui les gouvernent restent autistes, et non seulement ils ne prennent plus la peine de les consulter mais pire, ils ont de plus en plus peur de ces consultations (la polémique autour du référendum grec mort-né est là pour le montrer).

La démocratie est de plus en plus confisquée au bénéfice de soi-disant experts, en réalité très politiques, tels Mario Monti en Italie et Lucas Papademos en Grèce.

Notre ami anglais nous parlera du Royaume uni, qui sans être dans la zone euro, est tout aussi concerné. Et nous pourrions aussi parler de la Lituanie, de l'Estonie et d'autres qui ont dû imposer les fameux plans d'austérité à leurs peuples avant même d'entrer dans l'Union européenne et qui sont les pays les plus pauvres de l'Union.

Où est la solidarité ? Comment ne pas comprendre que l'euro-scepticisme progresse, que le repli sur soi apparait de plus en plus comme la seule solution non encore exploitée y compris quand les gouvernements alimentent ces peurs et font le jeu de l'extrême droite. Nous sommes particulièrement bien placés en France pour savoir ce qu'il en est.

Et pourtant de plus en plus de voix se font entendre dans ce qu'il est convenu d'appeler la société civile et notamment nombre d'économistes pour dire que l'on va droit dans le mur, que les politiques menées par l'Union européenne enfoncent nos pays dans la récession.

Loin de nous démoraliser, cette situation doit au contraire nous donner du courage pour porter haut et fort nos valeurs et nos propositions alternatives. Car oui, d'autres politiques sont possibles.

L'Union européenne est toujours la 1ère puissance économique du monde quand on totalise l'ensemble des PIB de ses Etats membres ce qui ne se fait quasiment jamais, notons le.

Mais c'est aussi un espace au sein duquel les écarts de revenus se sont profondément détériorés. Pour en convaincre ceux qui doutent, renvoyez-les rapports de l'ONU et de l'OIT. Une autre redistribution des richesses est possible grâce à d'autres politiques fiscales. D'autres politiques peuvent être mises en place pour servir les peuples et non les intérêts financiers.

Nous devons faire converger les résistances et c'est ce à quoi nous essayons de nous employer avec le réseau REALPES, le réseau européen des élus locaux avec les initiatives que nous avons prises avec la GUE/NGL pour confronter les expériences et je vous donne rendez-vous les 8 et 9 février prochain à Bruxelles pour la prochaine initiative de REALPES sur le thème "les collectivités locales - cibles du néo-libéralisme mais aussi pôles de résistance et de projets alternatifs (l'invitation est dans vos dossiers).

Nous travaillons aussi avec Espace Marx et Transform (notre fondation européenne) à créer des convergences entre le FSE et nos combats politiques au Parlement européen (cf. initiative du 31 mai dernier). Nous nous sommes retrouvés à Nice et nous allons y donner des suites en liaison avec le Parti de la Gauche européenne actuellement présidé par Pierre Laurent.

Je voudrais aussi vous proposer de travailler plus sur les questions de la coopération décentralisée. L'Union

"L'Union européenne est capable du meilleur comme du pire"

européenne consacre d'importants financements à ces questions avec une vision plus souple que celle de la France. Des pistes que je souhaite exploitée avec ceux que cela intéresse tout comme la question des jumelages.

La réunion organisée en Corse par le CIDEFE nous a tracé des perspectives avec la participation d'élus palestiniens, grecs et de militants tunisiens.

Dans ce domaine, je suis sûre que nous avons des tas d'initiatives à valoriser et que nous pouvons aussi faire mieux.

Le soit printemps arabe a ouvert des perspectives importantes de changement dans les relations Nord/Sud, nous devons être en 1ère ligne pour aider les démocrates de l'autre rive à réussir leur Révolution.

Alors en guise de conclusion, je ne vous dirai qu'une chose, dans la campagne qui s'annonce n'oubliez pas l'Europe au sein de laquelle la France doit pouvoir y porter une autre voix l'année prochaine. Ce que nous avons porté au moment du référendum du NON comme au moment de la campagne des européennes est plus que jamais juste. Oui il faut ouvrir le débat à gauche et « foutre en l'air » le dogmatisme ultralibéral auxquels trop d'hommes et de femmes sont soumis.

C'est aussi un des enjeux des mois qui viennent. Un des sujets dont il faudra débattre dans les assemblées citoyennes.